



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 22 novembre 2021

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Finances publiques : ralentissement de la croissance des recettes et accélération des dépenses publiques sur les dix premiers mois de 2021, le déficit restant contenu en deçà de l'objectif de 3,2% pour cette année

Finances publiques : les gouvernements locaux ont accéléré l'émission d'obligations, sans rattraper les niveaux constatés l'année dernière

Banque et finance ([ici](#))

Banques : les régulateurs chinois demandent aux banques commerciales urbaines de plafonner leurs produits de gestion de fortune

Immobilier : nouvelles émissions obligataires des promoteurs immobiliers sur le marché interbancaire

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine-US : Le département du Commerce américain ajoute douze entreprises chinoises à sa liste des entités

BRI : la réalisation d'un nouveau port en eaux profondes au Sri Lanka confiée à une entreprise publique chinoise

BRI : le déroulement du 3e symposium de la BRI

Relations Chine-ASEAN : établissement d'un partenariat global stratégique

Climat des affaires ([ici](#))

Commerce extérieur : le MOFCOM publie son 14e plan quinquennal pour le développement du « commerce extérieur de haute qualité »

Industrie et numérique ([ici](#))

Semi-conducteurs : l'Italie bloque la formation d'une coentreprise entre Zhejiang Jingsheng et Applied Materials Hong-Kong

Cybersécurité : le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) prend des mesures contre certaines activités de Tencent, Alibaba et Baidu

Cyberespace : la conférence sur la « civilisation chinoise du cyberespace » se tient à Pékin

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie: State Grid met en place un système d'échanges interprovinciaux en électricité au comptant

Biodiversité : la Chine se prépare pour accueillir la CoP14 de la convention sur les zones humides (RAMSAR)

Energie : mise en service complète du parc éolien de Dongtai (500 MW), premier projet d'éolien offshore en Chine issu d'une joint-venture sino-étrangère

Transport maritime : expérimentation pour autoriser les armateurs étrangers à faire du cargo relay au départ du port de Yangshan à Shanghai

Climat : Baisse conjoncturelle des émissions de CO2 au troisième trimestre de 0,5% par rapport à l'année dernière

Climat : Annonce d'un futur plan d'action du contrôle des émissions de méthane

Aéronautique : Lancement des travaux de construction des ailes du gros-porteur sino-russe CR929

Aviation civile : Soutien public au développement de l'aviation régionale en Chine

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : extension du service public de sécurité sociale de Shanghai à la région du delta du Yangtze

Shanghai : création d'une plateforme d'échange de données au sein du pôle industriel numérique de Zhangjiang

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Inflation : l'indice des prix à la consommation progresse de 1,7% en octobre (g.a)

Bourse : 4 nouveaux titres intégreront le HSI à l'occasion du prochain rebalancement le 6 décembre

Bourse : HKEX allègera les conditions de cotation secondaire d'entreprises chinoises à Hong Kong dès le 1^{er} janvier 2022

Émissions obligataires : le gouvernement hongkongais émet pour la première fois une obligation verte libellée en yuan, levant l'équivalent de 783 M USD

Immobilier : le gouvernement hongkongais devrait collecter un total 50 Mds HKD (6,4 Mds USD) en primes foncières cette année, un record

Macao

Croissance : le PIB de Macao progresse de 27,5% au cours des trois premiers trimestres de l'année

Recettes fiscales : le gouvernement macanais a collecté 3,5 Mds USD de taxes sur les jeux au cours des 10 premiers mois 2021

Taiwan [\(ici\)](#)

Balance des paiements : l'excédent du compte courant atteint 26 Mds USD au T3 2021

TWSE : le bénéfice des valeurs cotées progressent de plus de 90% sur les neuf premiers mois 2021

Export : la demande externe adressée à Taïwan a enregistré sa 20^{ème} hausse consécutive en octobre

Metaverse : Genius sur les starting-blocks

Inflation : le gouvernement poursuit sa politique de gel des prix du GPL et du GNL

Salaires : un million de fonctionnaires vont bénéficier d'une hausse de 4% en janvier 2022

Chine continentale

Conjoncture

Finances publiques : ralentissement de la croissance des recettes et accélération des dépenses publiques sur les dix premiers mois de 2021, le déficit restant contenu en deçà de l'objectif de 3,2% pour cette année.

Note bene : les données publiées par le MOF pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général (le premier compte public), qui regroupe les recettes et dépenses du gouvernement central et des collectivités locales. Les administrations publiques (APU) sont incluses dans les deuxième, troisième et quatrième comptes publics. La somme des soldes des quatre comptes publics donne le déficit budgétaire consolidé officiel.

Entre janvier et octobre, les recettes publiques atteignent 18 153 Mds RMB (2 846 Mds USD), soit une croissance de +14,5% en glissement annuel, contre +16,3% en g.a. constatés entre janvier et septembre. Ce ralentissement est principalement dû au fléchissement de la croissance de TVA (+15,1% en g.a. contre +17,4% entre janvier et septembre), des impôts sur les entreprises (+14,9% en g.a. contre +21,6% sur les neuf premiers mois) ainsi que des taxes immobilières, ces dernières ayant fortement pâti des récentes mesures de restriction des crédits immobiliers prises par les autorités. Par conséquent, l'impôt sur les transactions immobilières (transferts de titre de propriété) et l'impôt sur les plus-values immobilières affichent respectivement des croissances fortement ralenties de +12,3% en g.a. et +12,7% en g.a., contre +16,7% en g.a. et +14,6% en g.a. sur les neuf premiers mois. Plus particulièrement, les recettes publiques centrales atteignent 8467 Mds RMB (+15% en g.a.) et les recettes locales 9686 Mds RMB (+14,1% en g.a.).

Sur les dix premiers mois, les dépenses publiques affichent également une légère accélération, à +2,4% en g.a. (contre +2,3% entre janvier et septembre), et s'établissent à 19 396 Mds RMB (3 041 Mds USD). Cette accélération s'explique par le ralentissement de la croissance des dépenses dans la science et la technologie (+4,4% sur les dix premiers mois contre +0,8% sur les neuf premiers mois) et des dépenses dans la sécurité sociale/emploi (+3,4% contre +2,4%). Plus particulièrement, les dépenses publiques centrales atteignent 2729 Mds RMB (+0,8% en g.a.) et les dépenses locales 16667 Mds RMB (+2,7% en g.a.).

Le budget 2021 prévoit que les dépenses publiques du budget général augmentent de +1,8% en g.a. à 25 012 Mds RMB (3 914 Mds USD), en parallèle d'une attente de rebond des recettes fiscales de +8,1% à 19 765 Mds RMB (3 093 Mds USD). La dépense doit se concentrer sur le soutien à l'emploi et le niveau de vie des populations, en allouant 15,3% du total à l'éducation (réalisé sur les dix premiers mois : 14,9%), 13,8% à la sécurité sociale et aux emplois (14,7% réalisé), 7,5% (8% réalisé) à la santé.

S'agissant des fonds budgétaires gérés par les administrations publiques (APU), sur les dix premiers mois, les recettes des fonds généraux s'établissent à 6 746 Mds RMB (en croissance ralentie à +7,7% en g.a. contre +10,5% entre janvier et septembre), dont 88% provient de la cession des terrains (5 937 Mds RMB au niveau national, en croissance ralentie à +6,1% en g.a. contre +8,7% sur les neuf premiers mois). Pour mémoire, ces recettes sont issues de la cession des terrains, des jeux (loterie), et de profits générés par certains fonds (fonds de construction ferroviaire, fonds de construction électrique, fonds du projet des Trois Gorges, etc.). Elles sont principalement destinées à la construction d'infrastructures et aux services publics.

Pour mémoire, selon [le rapport de politique budgétaire publié consécutivement aux Lianghui le 5 mars](#), le déficit budgétaire consolidé officiel doit être ramené à environ 3,2% du PIB en 2021 (contre "3,6% ou plus" fixé en 2020).

Finances publiques : les gouvernements locaux ont accéléré l'émission d'obligations, sans rattraper les niveaux constatés l'année dernière.

Sur les dix premiers mois, les gouvernements locaux ont émis au total 3513 Mds RMB (550 Mds USD) de nouvelles obligations, dont 2758 Mds RMB de *Special purpose bonds* (SPB), soit seulement 76% du quota annuel (contre 98% du quota annuel réalisé à la même période en 2020), alors que traditionnellement le MOF exige que les collectivités émettent tout le quota annuel de SPB avant fin novembre. Pour mémoire, pour l'année 2021, les gouvernements locaux sont autorisés à émettre 3650 Mds RMB de SPB, en baisse légère par rapport aux 3750 Mds RMB accordés l'année dernière. Environ la moitié des SPB nouvellement émises au cours des trois premiers trimestres ont été utilisées pour financer des infrastructures telles que les transports, les bureaux du gouvernement et les parcs industriels. 30% ont été investies dans les secteurs de santé, de la culture et du tourisme. Le reste a été alloué à des projets liés à l'agriculture et à la sylviculture, à la conservation de l'eau, à l'énergie et à la préservation de la chaîne du froid en matière d'approvisionnement en consommables.

[Lors de la réunion du Conseil des affaires d'Etat du 24 novembre](#), le premier ministre Li Keqiang a souligné que face au ralentissement économique, il était nécessaire de renforcer les « ajustements intercycliques », tout en continuant à gérer la dette des collectivités locales et à prévenir et désamorcer les risques qui en découlent. Il a demandé à faire meilleure utilisation des SPB pour promouvoir les « investissements effectifs » et accroître la demande interne, et à coordonner les « politiques transitoires de gestion des SPB » de cette année et de l'année prochaine. Sur ce dernier volet, entre 2019 et 2022, le Conseil des affaires d'Etat peut autoriser les gouvernements locaux à émettre sur l'année N une partie de leurs quotas d'émissions de l'année N+1 (dans une limite de 60% des quotas de l'année N). Une telle décision pourrait intervenir mi-décembre (Conférence sur le travail économique du gouvernement).

L'émission de de cette année a beaucoup ralenti par rapport à l'année dernière. Nonobstant l'effet de base relativement élevé, ce ralentissement est lié à deux facteurs. L'un est calendaire : alors que le MOF avait autorisé les collectivités locales à utiliser leur quota de SPB (1000 Mds RMB) pour l'année 2020 dès novembre 2019, le quota de SPB pour l'année 2021 n'a été accordé qu'au début du mois de mars 2021, lors des deux assemblées (les *Lianghui*). L'autre est réglementaire : la nouvelle réglementation en juillet du MOF oblige les gouvernements locaux à sélectionner plus strictement des projets et à équilibrer le montant du financement par rapport aux revenus attendus.

A fin octobre, l'encours de dette publique locale (les obligations générales + les SPB) s'élève à 29655 Mds RMB (+14,9% en g.a.). Le chiffre de la dette publique de l'Etat central n'est pas publié mensuellement.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Banques : les régulateurs chinois demandent aux banques commerciales urbaines de plafonner leurs produits de gestion de fortune

Récemment, les régulateurs de plusieurs provinces chinoises ont ordonné oralement aux banques commerciales urbaines de plafonner l'encours de produits de gestion de fortune (*wealth management product, WMP*) aux niveaux actuels.

Le marché des WMP en Chine a jusqu'à la fin d'année pour se conformer aux [règles de gestion de WMP publié par la CBIRC à fin 2018](#). Dans le cadre de cette réforme, les 73 plus grandes banques commerciales (détenant plus de 90% de la part de marché des WMP) sont tenues de créer des filiales dédiées pour mener des activités liées aux WMP. Il s'agit de freiner les activités de « *shadow banking* » hors bilan, perçues comme une menace pour la stabilité financière de la Chine. L'un des principaux objectifs est d'interdire aux banques de garantir les rendements des WMP. Cette pratique risquée encourage les investissements dans des actifs risqués à haut rendements, la banque comptant sur la protection de l'Etat en cas d'échec du placement.

A fin septembre, 337 banques commerciales (ou leurs filiales) avaient des activités de WMP, totalisant un encours de 27 950 Mds RMB (4 370 Mds USD), en hausse de 9,3% par rapport à l'année précédente. Jusqu'à présent, sur les 73 banques tenues de filialiser leur activité, la CBIRC n'a approuvé que 29 nouvelles unités de WMP, dont 21 ont démarré leurs activités fin septembre.

Immobilier : nouvelles émissions obligataires des promoteurs immobiliers sur le marché interbancaire

A l'issue d'un colloque organisé le 12 novembre 2021 par la NAFMII (*National Association of Financial Market Institutional Investors*), certaines sociétés immobilières ont annoncé des émissions d'obligations sur le marché interbancaire, dont les fonds collectés serviront essentiellement de rembourser des dettes qui arrivent à échéance. Cet événement a été considéré par le marché comme un signal d'assouplissement de l'environnement de financement des sociétés immobilières, difficile depuis quelques mois (suspension de nouveaux prêts par les institutions financières, limitations des émissions d'obligations à l'étranger, etc.) En seulement trois jours entre le 10 et le 12 novembre, 25 sociétés immobilières ou d'investissement urbain ont annoncé qu'elles émettraient des obligations sur le marché interbancaire pour un montant de près de 30 Mds RMB. Il s'agit de grandes entreprises d'Etat ou des sociétés d'investissement urbain bénéficiant de garanties gouvernementales. Outre l'émission d'obligations sur le marché interbancaire en Chine, certaines sociétés immobilières envisagent également d'émettre des obligations en USD sur les marchés obligataires à l'étranger à des taux d'intérêt entre 3% et 5%. Face aux difficultés des promoteurs immobiliers, les autorités dont la PBoC et la CBIRC se sont exprimées à plusieurs reprises au cours des deux derniers mois, affirmant souhaiter « maintenir le développement régulier et sain du marché immobilier ». Dès lors, l'assouplissement des conditions de financement ne peut être perçu comme un changement de la politique de désendettement du secteur, mais comme un dispositif de court terme pour éviter des défauts des promoteurs.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : Le département du Commerce américain ajoute douze entreprises chinoises à sa liste des entités

Le 24 novembre, le bureau de l'industrie et de la sécurité du département du Commerce a ajouté 27 entreprises à la « Entity List », dont douze entreprises chinoises actives dans les domaines de l'informatique quantique et des semi-conducteurs. Cette mesure interdit les entreprises de commercer avec elles sans l'obtention préalable d'une licence auprès du département du Commerce, venant ainsi s'ajouter à la longue liste des mesures prises par l'administration Biden visant à limiter l'accès des entreprises chinoises liées au complexe militaro-industriel aux technologies et aux capitaux américains (voir brèves de la semaine du 8 novembre).

Alors que l'administration Biden a à maintes reprises exprimée ses inquiétudes vis-à-vis de la rapide modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), illustrée par les récents tests de missiles hypersoniques, le département du Commerce s'est dit prêt à « employer le contrôles des exportations pour protéger notre sécurité nationale ». La secrétaire au Commerce des États-Unis Gina Raimondo a également souligné que « le commerce mondial doit soutenir la paix, la prospérité et des emplois bien rémunérés et non générer des risques à la sécurité nationale ».

Le département du Commerce des États-Unis affirme que les entreprises Hangzhou Zhongke Microelectronics Co Ltd, Hunan Goke Microelectronics, New H3C Semiconductor Technologies Co Ltd, Xi'an Aerospace Huaxun Technology et Yunchip Microelectronics ont été placées sur la liste des entités du fait de leur « soutien à la modernisation militaire de l'APL ». Hefei National Laboratory for Physical Sciences at Microscale, QuantumCTek et Shanghai QuantumCTeck Co Ltd, elles ont pour leur part été ajoutées pour avoir « acquis ou tenté d'acquérir des équipements américains pour en faire un usage militaire ». Le département du Commerce a affirmé vouloir empêcher l'APL de développer ses technologies anti-camouflage, dont les équipements radars et les capteurs sous-marins. Cette mesure vise également à faire obstacle à l'utilisation par le Chine de matériel américain de cryptage et de décryptage. Enfin, certaines de ces entreprises sont accusées d'avoir contribué au programme nucléaire du Pakistan.

La technologie quantique, dont le développement est encouragé par les autorités chinoises, est mentionnée comme concernée par l'intégration civilo-militaire dans le 13ème plan quinquennal des projets spéciaux de fusion civilo-militaire de science et de technologie. En décembre 2019, l'entreprise américaine Strider avait mis en évidence des liens entre plusieurs entreprises chinoises issues du complexe militaro-industriel et Pan Jianwei, qui avait dirigé l'équipe de recherche ayant développé le prototype de calculateur quantique Jiuzhang (九章) – celui pour lequel la Chine avait, en décembre 2020, revendiqué avoir atteint la « suprématie quantique » après Sycamore (Google). De manière générale, la technologie quantique est régulièrement mise en avant comme l'une des priorités de développement technologique, y compris dans le 14ème plan quinquennal (mars 2021).

En avril dernier, les États-Unis avaient également placé sept entreprises chinoises de supercalculateurs sur l'« Entity List », en raison de leur implication dans la fabrication de supercalculateurs qui permettraient le développement d'applications militaires, dont les armes hypersoniques (brèves du SER de Pékin du 5 avril 2021). Le placement de ces 12 entreprises chinoises sur l'« Entity List » confirme la volonté américaine de freiner le développement des capacités de l'APL. Le département du Commerce américain a explicitement indiqué vouloir empêcher l'APL de développer ses technologies anti-camouflages (dont les équipements radars et les capteurs sous-marins), faisant du moins obstacle à l'utilisation de matériel américain de cryptage par des entités chinoises.

La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a condamné cette mesure américaine en déclarant que « les États-Unis ont à maintes reprises étendu le concept de sécurité nationale et abusé le pouvoir de l'État

pour pénaliser les entreprises chinoises », et que « la Chine maintient son droit de prendre les contremesures nécessaires ».

BRI : la réalisation d'un nouveau port en eaux profondes au Sri Lanka confiée à une entreprise publique chinoise

Le 24 novembre, le gouvernement sri-lankais a annoncé avoir décidé de confier la réalisation d'un nouveau port en eaux profondes à Colombo à la China Harbour Engineering Company. Alors que l'autorité portuaire sri-lankaise avait signé un accord préliminaire avec l'Inde et le Japon en 2019 en vue de la construction d'un terminal de containers à l'est du port de Colombo (Eastern Container Terminal, ECT), le nouveau gouvernement a choisi de l'annuler en février, avant de parvenir à un nouvel accord au profit de l'entreprise publique chinoise. Le montant du contrat n'a pas été précisé mais l'achèvement du développement du terminal est estimé à 500 millions USD.

Selon The Diplomat, la Chine aurait été le premier investisseur au Sri Lanka entre 2010 et 2019, totalisant près d'un quart des IDE entrants, devant Hong Kong (14 %) et l'Inde (10 %). Ces investissements incluent le projet de zone économique spéciale (ZES) Port City Colombo ainsi que les investissements dans le port de Hambantota par l'entreprise publique China Merchants Port Company. Ces deux projets ont été financés au moins partiellement par l'attribution, aux sociétés chinoises, de concessions pour une durée de 99 ans sur une partie ou la totalité des infrastructures.

Ce nouveau contrat exacerberait la crainte de certains pays de la région, en particulier de l'Inde et les Etats-Unis, de voir Pékin étendre davantage son « collier de perles » dans la région. Alors que deux sous-marins chinois avaient accosté au port de Colombo en 2014, ce nouveau projet pourrait représenter un avantage militaire supplémentaire pour la Chine dans l'Océan indien, bien que la Chine nie catégoriquement avoir l'intention de militariser les infrastructures portuaires au Sri Lanka.

BRI : le déroulement du 3^{ème} symposium de la BRI

Lors du troisième symposium de la BRI qui s'est tenu le 12 novembre, le président Xi Jinping a dressé un bilan largement positif des huit années qui se sont écoulées depuis le lancement du projet phare de sa gouvernance, auquel 140 pays et 32 organisations internationales ont adhéré. Le président chinois a déclaré que la BRI avait permis de promouvoir un développement de qualité et d'approfondir la connectivité dans le monde grâce à la direction du comité central du parti communiste chinois.

Le président chinois a également insisté sur l'importance de promouvoir un développement durable avec des standards de qualité élevés. Xi a à cet égard soulevé l'intérêt de la coopération avec les agences multilatérales de développement et aux institutions financières des pays développés, en étendant également le champ de la coopération à de nouveaux domaines tels que la santé, le développement durable et l'innovation. La coopération serait également pertinente pour protéger les intérêts chinois à l'étranger, assurer la sécurité de ses ressortissants, et combattre le terrorisme.

Xi a par ailleurs évoqué que la BRI s'ancrait dans le souhait de faire naître un nouveau paradigme de développement, nécessitant d'accélérer l'émergence d'un système normatif permettant de faire face aux besoins en matière de propriété intellectuelle et de risques de corruption transfrontalière. Il a aussi souligné que la Chine ne permettrait pas que ses entreprises entachent son prestige en bafouant les lois et les coutumes des pays où elles sont présentes.

De par son caractère opaque et décentralisé, il est difficile de précisément évaluer les montants investis par la Chine dans le cadre de la BRI. Morgan Stanley estime que ces investissements s'élèveraient entre 1200 milliards USD et 1300 milliards USD d'ici 2027.

L'initiative BRI, dans les faits pragmatique et évolutive, est l'expression d'une stratégie globale qui permettrait de réduire les vulnérabilités géopolitiques de la Chine, d'accroître la capacité de projection de sa puissance – d'abord économique –, d'accompagner sa montée en gamme, et de promouvoir un nouvel ordre mondial « aux caractéristiques chinoises ». La mise en œuvre de cette stratégie pose plusieurs questions concernant son impact pour le développement et la stabilité économiques des pays concernés ainsi que la capacité des entreprises européennes à y participer, du fait du faible degré de transparence et d'ouverture de la stratégie chinoise.

Relations Chine-ASEAN : établissement d'un partenariat global stratégique

Lors du sommet spécial de commémoration du 30e anniversaire du dialogue entre la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui s'est tenu le 20 novembre, le président Xi Jinping a annoncé l'établissement d'un partenariat global stratégique entre la Chine et l'ASEAN.

Au cours de ces dernières années la Chine a significativement renforcé sa relation économique avec l'ASEAN. Leurs échanges commerciaux ont ainsi augmenté de près de 50 % entre 2015 et 2020 (à 687 Md\$) . Les pays de l'ASEAN sont de plus en plus dépendants de la Chine, aussi bien pour leurs exportations (de 12 % en 2015 à 16 % en 2020) que pour leurs importations (de 20 % à 24 %) ; la Chine bénéficie d'un excédent important (84 Md\$ en 2020). La Chine entend consolider ces liens avec l'entrée en vigueur du RCEP (en particulier via le renforcement des chaînes de valeur grâce à l'introduction de règles d'origine communes et la codification de nouvelles règles en matière de commerce électronique) et éventuellement une accession au CPTPP. Tandis que les investissements chinois dans le monde sont en baisse, ils continuent par ailleurs d'augmenter dans les pays de l'ASEAN : au moins 160 Md\$ ont été investis dans la région entre 2015 et 2020 (malgré une légère baisse après le début de la pandémie).

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Commerce extérieur : le MOFCOM publie son 14^e plan quinquennal pour le développement du « commerce extérieur de haute qualité »

Le 23 novembre, le ministère du Commerce (MOFCOM) a publié [son 14^e plan quinquennal](#) pour le développement du commerce extérieur de haute qualité pour la période 2021-2025.

Le rapport fixe cinq objectifs pour le développement du commerce extérieur : (i) continuer à augmenter les importations et faire croître les exportations à un rythme supérieur au taux de croissance mondial ; (ii) accroître l'innovation des outils de commerce extérieur, en particulier en lien avec la digitalisation ; (iii) renforcer la connectivité, faciliter la circulation des facteurs de production et uniformiser les règles commerciales nationales avec les règles internationales ; (iv) approfondir le niveau de coopération internationale, en particulier à travers la conclusion de nouveaux accords de libre-échange de la haute qualité ; (v) renforcer la sécurité et la résilience du système commercial à travers la diversification des sources d'approvisionnement des ressources alimentaires, énergétiques, et technologiques. D'ici 2035, le gouvernement chinois ambitionne d'avoir une balance commerciale plus équilibrée et de promouvoir la libéralisation du commerce international.

Principales mesures listées dans le 14^e plan quinquennal :

- 1) Promouvoir les importations de biens en provenance des pays en voie de développement (PVD), notamment des pays les moins avancés (PMA). Encourager l'importation de biens de consommation de haute qualité. Augmenter l'importation de technologies avancées et de composants stratégiques. Promouvoir l'importation de ressources énergétiques ainsi que de produits agricoles pour lesquels l'offre intérieure est limitée. Promouvoir l'importation et l'exportation de produits verts à faible teneur en carbone.
- 2) Augmenter l'importation de services productifs liés à la R&D, les économies d'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que les services environnementaux. Promouvoir l'importation de services médicaux. Soutenir les services traditionnels tels que le tourisme, les transports et la construction. Promouvoir l'économie de la connaissance et encourager les exportations de technologies industrielles. Développer les exportations de services culturels, de services de médecine chinoise, de services professionnels, etc.
- 3) Promouvoir la digitalisation du commerce, développer activement les soins médicaux et la formation en ligne, soutenir activement la transformation numérique du tourisme, des transports, de la construction.
- 4) Continuer à réduire la liste négative des investissements étrangers et encourager les investissements étrangers dans les technologies avancées, la transformation et la modernisation des industries traditionnelles.
- 5) Promouvoir graduellement l'ouverture des télécommunications, de l'Internet, de l'éducation, de la culture, de la médecine et d'autres secteurs. L'ouverture du secteur financier doit être encouragée de manière stable.
- 6) Promouvoir l'assouplissement des contrôles des exportations des pays développés vers la Chine. Répondre de manière adéquate aux actes discriminatoires tels que l'abus des contrôles d'exportation par les pays étrangers au nom de la sécurité nationale.

- 7) Donner toute sa place au dialogue de haut niveau Chine-UE sur l'économie et le commerce, améliorer le mécanisme de coopération avec les comités d'entrepreneurs des pays européens. Continuer à développer la coopération économique et commerciale avec les pays d'Europe centrale et orientale de manière concrète. Maintenir la communication économique et commerciale avec le gouvernement et les milieux des affaires américains à tous les niveaux et promouvoir la coopération bilatérale en matière de commerce et d'investissement. Promouvoir activement l'adhésion au CPTPP et les négociations pour l'accord de libre-échange Chine-Japon-Corée du Sud. Promouvoir l'établissement de la zone de libre-échange Asie-Pacifique.
- 8) Participer activement à la réforme de l'OMC. Promouvoir le rétablissement du fonctionnement de l'Organe d'appel. Continuer à participer de manière constructive aux négociations et aux discussions sur des questions telles que les subventions de la pêche, la facilitation des investissements, le commerce électronique, la réglementation du commerce des services, les petites et moyennes entreprises, le commerce et l'environnement.

Enfin, le plan identifie 15 plateformes, 4 projets et 6 actions clés pour le développement du commerce extérieur. Parmi ces plateformes sont notamment citées la *China International Import Expo (CIIE)* et la *China International Fair for Trade in Services (CIFTIS)*. Parmi les projets se trouvent le projet de formation des entreprises servant la stratégie de « double circulation » et le projet de la digitalisation du commerce. Les actions citées touchent en particulier à la promotion du commerce vert et la relocalisation progressive des industries d'assemblage vers le centre et l'ouest de la Chine.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : l'Italie bloque la formation d'une coentreprise entre Zhejiang Jingsheng et Applied Materials Hong-Kong

Le 23 novembre, le gouvernement de Mario Draghi a indiqué avoir utilisé une troisième fois en l'espace de neuf mois son « *golden power* » à l'encontre d'une entité chinoise. Ce mécanisme permet aux autorités italiennes de contrôler et de s'opposer à tout projet d'investissement dans des industries considérées comme ayant une importance stratégique (énergie, télécommunications, santé...). L'Italie a en l'occurrence [bloqué la formation d'une coentreprise](#) entre Zhejiang Jingsheng Mechanical et la branche hongkongaise (détenue à 100%) de l'entreprise américaine Applied Materials (AMAT) qui produit des équipements de fabrication de wafers, au titre qu'une telle coentreprise aurait pris le contrôle, entre autres, d'activités d'équipements de sérigraphie situées en Italie.

Annoncée en août 2021, [cette coentreprise](#) (65% Jingsheng, 35% AMAT pour un capital total de 150 M USD) aurait pris la main sur plusieurs activités : la production d'équipement d'impression sur écran située en Italie ; l'inspection de wafers à Singapour ; et d'autres activités en Chine.

Zhejiang Jingsheng [se concentre](#) sur la production d'équipements (four de croissance automatique monocristallin, four à lingots de silicium polycristallin, four à verre saphir, etc.), principalement utilisés dans l'électronique de puissance, le photovoltaïque solaire, les LED et autres domaines. L'entreprise [participe également](#) au projet spécial 02 national en science et technologie, qui oriente le développement indigène de matériaux semi-conducteurs et d'équipements. Les équipements de sérigraphies produits [par AMAT en Italie](#) auraient permis à Zhejiang Jingsheng d'acquérir un premier produit dans le secteur d'équipements de cellules photovoltaïques. L'Italie n'a à ce jour [pas précisé](#) les raisons exactes du blocage de création de la coentreprise.

Cybersécurité : le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) prend des mesures contre certaines activités de Tencent, Alibaba et Baidu

Le MIIT a indiqué que les mesures d'Alibaba Cloud et de Baidu Cloud pour faire face aux fraudes au téléphone et en ligne étaient [insuffisantes](#). Convoquées au bureau de cybersécurité du MIIT et au département d'enquête criminelle du ministère de la Sécurité publique (MPS), les deux entreprises ont affirmé, selon le MIIT, qu'elles mettraient en place les changements requis afin de prévenir les risques de fraude, dont l'amélioration de l'accès aux sites et de l'enregistrement de noms de domaine.

Ces injonctions à améliorer les dispositifs de sécurité des unités *cloud* d'Alibaba et de Baidu s'inscrivent dans une campagne du MIIT initiée en juillet dernier, visant à lutter à la fois contre des pratiques anticoncurrentielles (blocage de liens créant des « écosystèmes fermés ») et contre des mesures de sécurité jugées trop faibles. Le ministère avait également indiqué se pencher sur les fraudes et arnaques par téléphone, en écho à une injonction du Président Xi Jinping en ce sens, ce type de fraudes étant fréquents. La semaine dernière, le MIIT avait par ailleurs ordonné à huit fournisseurs de stockage privé dans le *cloud* (dont Baidu, Alibaba et Tencent) de signer un « pacte d'autodiscipline ».

Parallèlement, le MIIT a intimé aux *app stores* [de suspendre la mise à jour et le lancement d'applications opérées par Tencent](#). Les organes régulateurs [demandent](#) à ce que les mises à jour d'application et le lancement de

nouvelles applications soient soumis à une approbation préalable. S'il n'y a à ce jour pas de déclaration du MIIT quant aux raisons exactes motivant cet ordre de suspension, Tencent a indiqué être actuellement en lien et coopérer avec les autorités afin de procéder à une évaluation de ses applications, confirmant ainsi la mesure du MIIT. De juillet à août dernier, l'entreprise avait déjà dû suspendre l'inscription de nouveaux utilisateurs sur WeChat, afin de mettre à jour l'architecture de sécurité de l'application. De même, neuf applications de Tencent avaient été épinglées par le MIIT pour violation des droits des utilisateurs. Enfin, les entreprises publiques chinoises ont annoncé [restreindre l'utilisation de Weixin](#) (WeChat) par leurs employés à des fins professionnelles, citant des raisons de sécurité. Il est donc probable que cette nouvelle suspension vise, elle aussi, à garantir la conformité des applications de Tencent avec les lois et mesures de protection des données personnelles et de sécurité des données désormais en vigueur, tout en envoyant aux autres développeurs d'application le signal de se mettre en conformité.

Cyberespace : la conférence sur la « civilisation chinoise du cyberespace » se tient à Pékin

Le 18 novembre, une [conférence](#) sur la « civilisation chinoise du cyberespace », peu médiatisée en amont, a été l'occasion de réaffirmer la volonté de contrôler les contenus en ligne pour tendre vers un internet « purifié », mais aussi de se féliciter des récentes régulations dans la surveillance de contrôles en ligne jugés malsains. Cette conférence a été ouverte par une lettre de félicitations du président Xi Jinping.

Le concept de « civilisation du cyberespace » (网络文明 – alors sans l'épithète « chinoise ») avait été promu en septembre dernier dans un [avis](#) du Conseil des Affaires d'Etat et du Comité central du parti, appelant à promouvoir les valeurs fondamentales du socialisme ainsi qu'un fonctionnement « civilisé » de l'internet (*voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 13 septembre 2021*). Ces orientations indiquent un renforcement des mesures de régulation des contenus et la volonté du gouvernement de mobiliser le cyberespace à des fins d'éducation politique.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : State Grid met en place un système d'échanges interprovinciaux en électricité au comptant

State Grid, le plus grand gestionnaire de réseau électrique et distributeur d'électricité en Chine, a publié le 24 novembre les [règles](#) transitoires sur les échanges interprovinciaux en électricité au comptant, [approuvées](#) au préalable par la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'Énergie (NEA). Alors que le système interprovincial actuel ne concerne que l'échange des énergies renouvelables excédentaires entre certaines provinces issues de différents réseaux électriques régionaux, le nouveau marché impliquera non seulement les producteurs d'électricité d'origine renouvelable, mais aussi les centrales à charbon et nucléaires. Il permettra également à toutes les 26 provinces alimentées par State Grid de lancer des échanges entre elles, allant des régions de l'ouest du Qinghai et de la Mongolie intérieure très riches en énergies renouvelables jusqu'aux villes côtières dans le sud-est qui sont gourmandes en électricité. D'après un [analyste](#) de BloombergNEF, ce nouveau système permettra de transmettre davantage d'énergie sur de longues distances et de la négocier à des prix reflétant l'offre et la demande immédiates.

Pour information, les transactions d'électricité interprovinciales ont atteint 558,75 TWh en 2020, soit environ 17,6% de la totalité en Chine, selon les données du *China Electricity Council*.

Biodiversité : la Chine se prépare pour accueillir la CoP14 de la convention sur les zones humides (RAMSAR)

Pays d'accueil de la 14^e session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention RAMSAR sur les zones humides (CoP14), la Chine a [annoncé](#) récemment la création du Comité d'organisation et du Comité exécutif pour la CoP14, à l'image de ceux qui avaient été créés pour préparer la CoP15 de la Convention pour la diversité biologique, à Kunming. Le Comité d'organisation est présidé par le ministre des Ressources naturelles LU Hao et le gouverneur de la province du Hubei WANG Zhonglin, avec d'autres postes de direction assurés par le directeur de l'Administration nationale des Forêts et des Prairies (NFGA) GUAN Zhiou, le vice-ministre des Affaires étrangères MA Zhaoxu, le maire de la ville de Wuhan CHENG Yongwen et des représentants de différents ministères et administrations compétents. Ce comité d'organisation est principalement chargé de fixer les lignes directrices des travaux préparatoires.

Pour rappel, la CoP14 aura lieu entre le 21 et le 29 novembre 2022 dans la ville de Wuhan, capitale de la province du Hubei au centre de la Chine.

Energie : mise en service complète du parc éolien de Dongtai (500 MW), premier projet d'éolien offshore en Chine issu d'une joint-venture sino-étrangère

La dernière phase du projet de ferme éolienne offshore Dongtai dans la province du Jiangsu (est de la Chine) a été connectée au réseau électrique national le 20 novembre. D'une capacité de 200 MW (50 turbines de 4 MW), Dongtai V vient compléter la première phase Dongtai IV de 302 MW (63 turbines de 4 MW et 12 turbines de 4,2 MW), déjà en service depuis fin 2019. Le parc éolien, situé à 37 km des côtes, est conçu pour produire 1,39 TWh par an, permettant de répondre à la consommation annuelle de 2 millions de résidents.

Il s'agit du premier projet d'éolien offshore lancé par une joint-venture sino-étrangère, qui associe China Energy Investment (62,5% des parts) et l'électricien français EDF (37,5% des parts) via ses filiales EDF Renouvelables et EDF Chine pour un investissement total de 8 Mds RMB (env. 1,1 Md EUR). Avec plus de 160 M USD (env. 142 M EUR) investis pour la partie française, ce projet représente le plus gros investissement d'EDF sur le marché de l'énergie non nucléaire en Chine. Pour rappel, ce contrat avait été officialisé à l'occasion de la visite du président Xi Jinping en France en 2019.

Transport maritime : expérimentation pour autoriser les armateurs étrangers à faire du *cargo relay* au départ du port de Yangshan à Shanghai

Le Conseil des affaires de l'Etat [a annoncé le 18 novembre](#) une expérimentation visant à ouvrir le *cargo relay* aux armateurs étrangers à partir du port Yangshan à Shanghai. Les compagnies étrangères devraient maintenant être autorisées à partir de trois ports du nord de la Chine (Qingdao, Tianjin et Dalian), avant de rejoindre le port de Yangshan à Shanghai pour transborder la marchandise sur un autre bâtiment de la même compagnie puis d'exporter vers l'international. Auparavant, ce type d'opération était considéré comme du transport intérieur et était strictement interdit aux transporteurs étrangers. Cette expérimentation doit prendre fin le 31 décembre 2024.

Climat : Baisse conjoncturelle des émissions de CO2 au troisième trimestre de 0,5% par rapport à l'année dernière

Selon une [étude](#) du think tank britannique Carbon Brief, les émissions de CO2 ont reculé de 0,5% au troisième trimestre en Chine par rapport à l'année dernière. C'est la première baisse depuis les augmentations importantes d'émissions constatées après les confinements liés au Covid-19.

Carbon Brief explique cette baisse par deux raisons, la première étant la chute de la demande en matériaux de construction. Cette baisse fait suite au ralentissement de l'immobilier chinois, le gouvernement ayant mis en place des mesures visant au désendettement du secteur. Cela s'est traduit par une baisse de la production de ciment et d'acier, les deux secteurs les plus émetteurs en Chine après le charbon. La deuxième raison est la pénurie de charbon ayant entraîné une envolée des prix. Les industriels ont directement été impactés par cette augmentation des prix, et en premier lieu les producteurs d'électricité, ayant entraîné des coupures d'électricité.

Les émissions continuent de reculer en octobre, portées notamment par une baisse de production du ciment et de l'acier. M. Myllyvirta rédacteur de l'étude a affirmé à l'AFP que les mesures dans le domaine immobilier étaient un changement systémique qui pourrait amener à ce que les émissions chinoises de CO2 atteignent un pic au niveau actuel ou presque. Pour rappel, le président Xi a annoncé en 2020 que la Chine atteindrait son pic d'émission de carbone avant 2030.

Climat : Annonce d'un futur plan d'action du contrôle des émissions de méthane

Le directeur adjoint au changement climatique du ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE), M. Lu Xinming, a annoncé le 25 novembre lors d'une conférence de presse que la Chine allait publier un plan d'action de réduction des émissions de méthane. Bien qu'aucun calendrier n'ait été fourni, le directeur adjoint en a donné les premières esquisses. Pour rappel, la Chine et les Etats-Unis avaient souligné l'importance de la réduction des

émissions de méthane dans leur communiqué joint pour le climat lors de la COP 26 ([voir brèves du 8 novembre](#)). Ce document indiquait déjà que la Chine allait publier un plan d'action national de réduction du méthane et qu'une réunion bilatérale se tiendrait au premier semestre 2022. La Chine n'a, par ailleurs, pas rejoint le « *Global Methane Pledge* » réunissant plus de 100 pays en vue de réduire de 30% les émissions de méthane d'ici 2030. Le plan prévoit des mesures pour améliorer la fiabilité des données sur les émissions de méthane et pour réduire les émissions dans plusieurs domaines. Les secteurs concernés seront notamment : mines de charbon, agriculture, pétrole, gaz naturel, traitement des déchets solides et des eaux usées. Les entreprises seront également encouragées à réduire leurs émissions de méthane à travers un mécanisme d'échange. Pour rappel, le marché carbone national lancé en juillet 2021 ne concerne que le CO2 et ne s'applique qu'aux entreprises productrices d'électricité.

Aéronautique : lancement des travaux de construction des ailes du gros-porteur sino-russe CR929

AeroComposit, filiale du groupe russe United Aircraft Corporation (UAC), a récemment [annoncé](#) débiter les travaux de construction des ailes du CR929, le programme de gros porteur sino-russe, mené conjointement avec COMAC au sein de la coentreprise CRAIC. En septembre dernier, la municipalité de Shanghai avait [déclaré](#) de son côté que la production d'un prototype avait également officiellement démarré dans l'usine COMAC du parc de Lingang, près de l'aéroport de Shanghai Pudong, comme l'un des axes de développement industriel de la zone pour le 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025. Ces communications s'inscrivent dans un contexte où COMAC avait annoncé le lancement de la production du CR929 comme l'un de ses objectifs en 2021, pour le centenaire de la fondation du PCC (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 19 au 23 avril](#)). Toutefois, le vol inaugural du CR929 n'est pas attendu avant 2025. Pour mémoire, des [dissensions](#) entre parties russes et chinoises sur la répartition des marchés pour les ventes de l'appareil et les transferts de technologies ont miné les relations l'an dernier, tensions qui se seraient apaisées cette année avec une meilleure définition des rôles respectifs (Voire Brèves du SER de Pékin, [semaine du 14 au 18 juin](#)). L'entrée sur le marché du CR929 n'est cependant envisagée qu'à horizon 2028-2029.

Aviation civile : soutien public au développement de l'aviation régionale en Chine

Un [article récent](#) d'une publication de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) propose de revenir sur les enjeux de l'aviation régionale en Chine, pour 2022 et au-delà, définie comme le transport aérien de personnes entre les villes de petite et moyenne taille, séparée d'une distance de vol allant de 600 à 1 200 km, voyageant dans des appareils de capacité inférieure à 110 sièges.

Il existe actuellement [200 aéroports régionaux en Chine](#), dont 187 ont un volume annuel de fréquentation inférieur à 2 millions de passagers. Au cours du 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025, la Chine souhaite dynamiser la construction d'infrastructures aéroportuaires pour les liaisons régionales par le biais de subventions publiques. Le 28 septembre dernier, la CAAC publiait ainsi son projet de [budget pour les subventions à l'aviation régionale en 2022](#) ; ces aides concerneront 54 entreprises, sur lesquelles sera réparti un total de 1,538 Mds CNY (124,2 M EUR). Le 5 novembre, la CAAC a également annoncé son budget de [subventions en 2022 pour les aéroports civiles de petite et moyenne taille](#) : 190 aéroports se verront allouer un total de 2,117 Mds CNY (294,9 M EUR); 13 d'entre eux percevant chacun plus de de 20 M CNY (2,8 M EUR), en écho à la [récente révision](#) de la réglementation conjointement publiée par la CAAC et le ministère des Finances pour les subventions aux aéroports de petite et moyenne tailles dans les zones enclavées. Pour la desserte de ces points, les compagnies aériennes recevront d'ailleurs des aides publiques complémentaires à l'achat d'avions régionaux.

Les autorités encouragent également les compagnies aériennes à déployer davantage de capacité sur les liaisons qu'elles exploitent vers les aéroports régionaux, à densifier leur réseau de destinations, à améliorer également les services pour les passagers en transit en provenance des grands hubs nationaux. Dans ce cadre, les restrictions d'accès ou de fréquence depuis les aéroports régionaux aux trois principaux aéroports chinois (Pékin, Shanghai et Canton) sont progressivement levées. Les autorités chinoises s'adressent aussi aux avionneurs, en leur demandant d'améliorer leur offre et leurs services après-vente (maintenance, réparation et révision) et les incitent à développer des appareils plus modernes et plus efficaces sur le plan environnemental, indiquant en référence [les objectifs que se sont fixés l'industrie et des institutions européennes](#) de réduction des émissions de CO₂ de 50% en 2050 par rapport à leurs niveaux de 2005.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : Extension du service public de sécurité sociale de Shanghai à la région du delta du Yangtze

En avril 2021, le bureau municipal d'assurance médicale de Shanghai a lancé une assurance médicale « complémentaire, commerciale et personnalisée » conjointement avec plusieurs départements administratifs de la municipalité de Shanghai et compagnies d'assurances. Le 14 mai 2021, les départements d'assurance médicale de Shanghai, du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui ont signé un accord de coopération pour la mise en œuvre d'un système médical de haute qualité dans la région du delta du Yangtze. Dans ce cadre, le bureau municipal d'assurance médicale de Shanghai a lancé un projet pilote visant à étendre son système de couverture des soins aux personnes âgées de Shanghai résidant dans des maisons de retraite de la région du delta.

Source : [\(The paper\)](#)

Shanghai : création d'une plateforme d'échange de données au sein du pôle industriel numérique de Zhangjiang

La *2021 Shanghai Global Digital Business Conference* s'est tenue le 25 novembre 2021. Lors de cette conférence, il a été annoncé, conformément au plan de soutien à la réforme d'ouverture de la nouvelle zone de Pudong, une accélération de la construction du *Shanghai Data Exchange* et du *Zhangjiang Digital Industry Cluster*. La construction du pôle industriel numérique de Zhangjiang sera réalisée selon le modèle "123". "1" désigne l'utilisation du *Shanghai Data Exchange* comme plateforme d'échange des données numériques. "2" désigne les deux étapes de développement du *Shanghai Data Exchange* : d'abord une période d'incubation (2022-2024) pour le soutien de l'innovation en matière de technologies du numérique et de coopération avec les institutions concernées afin d'obtenir un écosystème pour l'industrie des données ; puis, après 2025, une période d'augmentation significative des transactions de données ; l'établissement de normes et de systèmes d'évaluation de la propriété intellectuelle conformes aux normes internationales. "3" désigne le mode de fonctionnement à trois niveaux du cluster: le juridique, la plateforme d'échanges des données et les technologies de base (logiciels, algorithmes, équipements informatiques). La stratégie nationale pour l'économie numérique vise un rayonnement international ; d'ici la fin du 14e plan quinquennal, le pôle industriel numérique de Zhangjiang devrait employer plus de 300 000 personnes et atteindre une valeur de production de 500 Mds CNY.

Source : [\(The paper\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Inflation : l'indice des prix à la consommation progresse de 1,7% en octobre (g.a)

L'inflation s'est accélérée à Hong Kong au mois d'octobre, atteignant 1,7% (IPC en g.a), après 1,4% en septembre. En glissement mensuel cette accélération est encore plus notable (+1,7% en octobre après un recul de 1,6% en septembre) mais la progression de l'inflation sous-jacente demeure modeste à +0,2% en glissement mensuel au cours du mois d'octobre. L'accélération de l'inflation perceptible au mois d'octobre est en effet principalement liée à la hausse mécanique des prix du logement (+5,5% en glissement mensuel) du fait du paiement en septembre d'une subvention (en un seul versement) pour les locataires de logements sociaux.

Par composantes de l'IPC, on enregistre des hausses de prix en glissement annuel pour l'électricité, le gaz et l'eau (28,1%), l'habillement et les chaussures (6,1%), les transports (5,7%), les repas au restaurant et les plats à emporter (2,5%), les biens durables (2,0%), les produits alimentaires de base (1,8%), les services divers (0,9%) et les boissons alcoolisées et le tabac (0,7%). Des baisses sont en revanche enregistrées en glissement annuel pour les biens divers (-1,6%) et le logement (-0,6%, bien qu'en hausse en glissement mensuel).

Qualité de vie des expatriés : Hong Kong perd 20 places au sein d'un classement établi par HSBC

Hong Kong est désormais 40^{ème} au classement de l'enquête Expat Explorer 2021 de HSBC en matière de qualité de vie, perdant ainsi 20 places. Elle perd également 26 rangs au classement « perspectives futures », passant de la 15^{ème} à la 41^{ème} place. Bien que l'étude de HSBC ne détaille pas les raisons de ce décrochage, les mesures de restrictions des déplacements particulièrement strictes imposées à Hong Kong, dont notamment la quarantaine d'une durée pouvant atteindre 3 semaines sont sans doute en grande partie responsables.

Bourse : 4 nouveaux titres intégreront le HSI à l'occasion du prochain rebalancement le 6 décembre

L'indice de référence de la bourse de Hong Kong intégrera 4 nouveaux titres à l'occasion du rebalancement du 6 décembre, passant ainsi de 60 à 64 composants (il en contiendra 80 en juin 2022 après l'ajout de 4 titres par trimestre suite à une modification des règles de composition de l'indice adoptée en mars 2021). Les 4 titres intégrant le HSI sont JD.com, NetEaqe, China Ressources Beer et ENN Energy Holding. Quant au titre Evergrande (non inclus dans le HSI), il quittera à la même occasion l'indice Hang Seng China Enterprises (HSCEI), après avoir vu son cours se contracter de près de 80% depuis le début de l'année.

Émissions obligataires : le gouvernement hongkongais émet pour la première fois une obligation verte libellée en yuan, levant l'équivalent de 783 M USD

5 jours après son émission obligataire verte en euros et dollars US, le gouvernement hongkongais a cette fois effectué une émission verte libellée en yuan, une première. Il a ainsi levé un total de 5 Mds RMB (783 M USD) en deux tranches : la première d'une maturité de 3 ans (pour 2,5 Mds RMB) et la seconde d'une maturité de 5 ans (2,5 Mds RMB également). Cette nouvelle émission s'inscrit dans un programme d'obligations vertes de 22,5 Mds

USD sur 5 ans par le gouvernement hongkongais. Crédit Agricole a participé à cette émission aux côtés de HSBC et ICBC.

Immobilier : le gouvernement hongkongais devrait collecter un total 50 Mds HKD (6,4 Mds USD) en primes foncières cette année, un record

Au cours des 10 premiers mois de l'année, le gouvernement hongkongais a déjà collecté 40 Mds HKD (5,1 Mds USD) de primes foncières (*land premium*) égalant le précédent record annuel datant de 2017. D'ici la fin de l'année, le total collecté devrait ainsi atteindre 50 Mds HKD, soulignant la demande résidentielle toujours forte et la volonté pour les développeurs d'accroître leur détention de terrains dans un contexte d'offre très limité.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Croissance : le PIB de Macao progresse de 27,5% au cours des trois premiers trimestres de l'année

Les dernières statistiques du bureau des statistiques et du recensement macanais font état d'une croissance du PIB de 27,5% (g.a) au cours des 3 premiers trimestres écoulés, dont 32,9% sur le T3-2021. Les arrivées de visiteurs au cours du 3^{ème} trimestre sont quant à elles en hausse de 143%, participant à la forte reprise dans le secteur du tourisme et des jeux (+300% pour les revenus du secteur). La consommation privée est en hausse de 9% en g.a sur les 9 premiers mois de l'année, l'investissement (FBCF) de 1% et les dépenses de consommation finale des administrations publiques en contraction de 0,3%. Le mois dernier, le FMI avait largement revu à la baisse sa prévision de croissance pour Macao en 2021, celle-ci passant de +61% à 20,4% après que plusieurs épisodes de reprise épidémique en Chine ainsi que plusieurs cas à Macao aient compromis les perspectives de reprise des revenus des jeux.

Recettes fiscales : le gouvernement macanais a collecté 3,5 Mds USD de taxes sur les jeux au cours des 10 premiers mois de 2021

Le gouvernement macanais a collecté 3,5 Mds USD en taxes sur les jeux au cours des 10 premiers mois de 2021, soit 59,1% de l'estimation initiale de 6,2 Mds USD pour 2021. Les résultats des revenus des jeux ont atteint 9 Mds USD dans la même période (soit 55,5% de l'estimation de 16,2 Mds USD) en raison de la reprise épidémique à Macao et en Chine ainsi que de la contraction du marché VIP qui a baissé de -10,2% g.a. Le gouvernement a maintenu les mêmes prévisions de revenus en 2022 soit 16,2 Mds USD pour les revenus bruts des jeux et 5,7 Mds USD pour les taxes sur les jeux.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Balance des paiements : l'excédent du compte courant atteint 26 Mds USD au T3 2021

D'après la dernière [publication de la Banque centrale de Taiwan \(CBC\) portant sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant s'est établi, au 3ème trimestre, à 26 Mds USD (contre 29 Mds au T3 2020). Il provient en grande partie du commerce de biens (excédent de 21,5 Mds USD, contre 23,5 Mds USD au T3 2020), dans un contexte de forte croissance des exportations (+30,9%) en g.a. et des importations (+44,8%) en raison de la hausse de prix des matières premières et des investissements des entreprises dans les biens d'équipement. Au T3 2021, les sorties nettes du compte financier s'élèvent à 27 Mds USD (contre 18,3 Mds au T3 2020) : les IDE enregistrent un solde négatif de 0,7 Md USD avec une augmentation des sorties (+2,8 Mds USD) et des entrées (+2,1 Mds USD) ; les mouvements sur les dérivés augmentent avec un solde de +1,5 Mds USD. Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif, tiré par des investissements importants des compagnies d'assurance taiwanaises dans les titres de créance (*debt securities*) à l'étranger (14,7 Mds USD), avec une baisse des investissements étrangers dans les actifs taiwanais (*equity*) (-7,9 Mds USD).

TWSE : le bénéfice des valeurs cotées progressent de plus de 90% sur les neuf premiers mois 2021

Le Taiwan Stock Exchange (TWSE) a récemment annoncé qu'[au cours des neuf premiers mois 2021, 940 entreprises cotées à la bourse taïwanaise dont 77 étrangères, ont réalisé 3 170 Mds TWD de bénéfice avant impôt](#) (environ 98 Mds EUR), soit une hausse de 92,8%. D'après TWSE, cette hausse des bénéfices s'explique par la demande importante de technologies émergentes et de nouvelles applications numériques pendant la pandémie du Covid-19, comme les appareils et équipements 5G, les produits informatiques haute performance et l'électronique automobile. Par ailleurs, les revenus générés par ces entreprises ont augmenté de près de 20%, en glissement annuel, à 25 850 Mds TWD (environ 800 Mds EUR) sur les neuf premiers mois 2021. Cette rentabilité est principalement tirée par les valeurs de l'industrie des TIC et en particulier de l'industrie des semi-conducteurs (la marge brute de TSMC est de 50%). Elle continue d'attirer de nombreux capitaux étrangers à Taiwan.

Export : la demande externe adressée à Taïwan a enregistré sa 20ème hausse consécutive en octobre

Selon le département des statistiques du MOEA [les commandes export ont progressé en octobre de 14,6% à 59,1 Mds USD](#) (dont 53% sont produites à l'étranger) mais en baisse de 6% par rapport à septembre. Cette nouvelle hausse résulte principalement de l'industrie des TIC : télécommunication (18,5 Mds USD, soit +8,7% en glissement annuel) et produits électroniques (17,2 Mds USD, +13,2%). Parmi les autres secteurs, les produits métallurgiques (3,2 Mds USD, +39,1%) progressent également, ainsi que les plastiques (2,6 Mds USD, +28,5%), les produits optiques (2,5 Mds USD, +14,1%), les machines-outils (2,2 Mds USD, +21%) et les produits chimiques (2,1 Mds USD, +48,4%). Cette hausse des commandes provient principalement des Etats-Unis (28,8% du total; +0,5%), de Chine et Hongkong (24,2%; +21,7%), d'Europe (22,8%; +18,2%), d'ASEAN (9,4%; +37,5%) et du Japon (4,8%; +4,1%). Au cours des dix premiers mois de 2021, les commandes export ont atteint 540,7 Mds USD, soit une progression de 30,2% par rapport à la même période en 2020.

Metaverse : Genius sur les starting-blocks

La société Genius Electronic Optical Co. (GSEO), fournisseur d'Apple, a annoncé déjà travailler [sur de nouveaux produits optiques](#) dans le cadre du développement du métaverse. La conception de ces nouveaux accessoires pourrait entrer en phase de production dès 2022, les équipements de réalité virtuelle et augmentée nécessitant de multiples lentilles pour la détection des distances et le suivi oculaire. Outre GSEO, on retrouve divers [grands groupes taiwanais](#) qui pourraient bénéficier du développement du secteur du métaverse comme TSMC, Mediatek, Novatek, Zilltek technology, MSI, Quanta, ASUS, Pegatron, Wiyynn ou encore Realtek.

Inflation : le gouvernement poursuit sa politique de gel des prix du GPL et du GNL

[La ministre de l'Économie](#), Mme WANG Mei-hua, qui répondait aux questions des parlementaires, a confirmé que le GPL était subventionné actuellement à hauteur de 55%. S'agissant du GNL, l'opérateur public CPC était moins exposé aux fluctuations des prix du marché bénéficiant de ses contrats passés sur plusieurs années, néanmoins avec le gel des prix, [il prévoyait des pertes de l'ordre de 50 Mds TWD](#) uniquement sur novembre et décembre 2021. D'après les derniers chiffres du Bureau de l'énergie, [la consommation d'énergie a augmenté de 5,9%](#) au T3 2021 en g.a. Cette hausse provient principalement de l'industrie (61,7% du total, +13,4%), le secteur résidentiel ne représentant que 8,7% du total (-1,9%).

Salaires : un million de fonctionnaires vont bénéficier d'une hausse de 4% en janvier 2022

[820 000 fonctionnaires](#) (militaires, enseignants...) et 200 000 contractuels devraient bénéficier d'une augmentation de salaire de 4% à partir du 1^{er} janvier 2022. Cette hausse des salaires représente un budget [15,3 Mds TWD pour le gouvernement et de 16,1 Mds TWD pour les municipalités](#). La dernière augmentation des salaires des fonctionnaires remonte à 2018 (3%). Pour mémoire, le ministère du Travail a annoncé en octobre une augmentation du salaire minimum de 5,21% (25 250 TWD) au 1^{er} janvier 2022. Il a progressé de 26,2% depuis l'arrivée de TSAI Ing-wen au pouvoir en 2016.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr